

Séance plénière 2 - Pistes pour les Rencontres 2019

Madame Rose Marie SAINT GERMES AKAR, Présidente du groupe-pays Bénin anime la dernière séance plénière.

Bonsoir à vous toutes et tous. Nous sommes à la fin d'une longue journée très dense. Je vais vous présenter le panel qui est sur la scène. Je questionnerai **Madame Christine MORO, Ambassadeur, Déléguée pour l'action extérieure des collectivités locales à la DAECT du MEAE**, sur l'engagement du MEAE sur l'appui aux collectivités. **Monsieur Martin BORTZMEYER** est présent, il travaille dans la **Délégation interministérielle au développement durable au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire**. Il est en charge de la coordination des ODD pour la France et a donc toute sa place sur ce panel. **Monsieur Roland RIES**, Président de Cités Unies, est ici en tant que **co-président de Cités et Gouvernement Locaux Unis**. **Madame Marlène SIMEON**, Directrice de Platforma, **Monsieur Gérard WOLF**, Président de la Task Force Ville Durable de MEDEF International, et **Monsieur Gérard PIGAULT**, Président de la conférence des présidents des Réseaux Régionaux Multi Acteurs RRMA sont également présents.

Je vais vous demander de réagir à la restitution des ateliers et aux rapports d'étonnement qui ont été fait sur les sujets qui ont été présentés.

Ensuite, je vais vous poser une question pour préparer l'avenir. Cités Unies France va dès demain préparer les prochaines Rencontres de 2019, qui marqueront la dixième édition. Je vous demande d'être le plus concret possible *via* des propositions de travail pour les années à venir.

Je m'adresse à Madame Christine MORO. Quelle est votre réaction par rapport aux ateliers dont nous venons d'avoir le compte-rendu ? Je vous demanderai le point de vue du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, les pistes d'appuis aux collectivités sur la question des ODD, via les appels à projets triennaux ou annuels, dans des contextes budgétaires tendus pour les collectivités. De plus, de quelle façon allez-vous soutenir les rencontres 2019, dans le cadre de la mise en place du projet stratégique ?

Madame Christine MORO, Ambassadeur, Déléguée pour l'action extérieure des collectivités territoriales, DAECT/MEAE :

Merci beaucoup. C'est une question très large et un peu difficile. Parlons d'abord des Rencontres de 2018. J'ai participé à la plénière ce matin et à l'atelier 2 avec Madame DUMONTET que j'ai trouvé extrêmement vivifiant. Nous parlions de sujets concrets,

que nous mettions en perspective par rapport à des aspects qui ne sont pas l'AICT « classique ». Je pense que c'est un peu la démarche générale avec ces rapports d'étonnement. C'est une démarche toujours utile qui rénove un peu les façons de voir. De manière plus générale, je suis très contente que vous ayez choisi les ODD comme thème général de vos Rencontres. Pour le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, c'est aussi un fil rouge que nous essayons de décliner de la façon la plus rationnelle, logique et systématique possible. De ce fait, c'est très bien que Cités Unies France soit en résonance, non seulement sur nos territoires mais aussi à l'international. Nous savons que l'une des difficultés qui nous attend est qu'il est un peu difficile de comprendre comment se déclinent les ODD sur notre territoire. C'est tout l'enjeu de la territorialisation.

La deuxième démarche est de leur donner un prolongement à travers la coopération internationale, à travers la coopération décentralisée. Il y a toute cette question de l'intégration des collectivités territoriales dans la démarche globale, les positions que défend la France à l'ONU, dans le Forum Politique de Haut Niveau et dans l'élaboration de la feuille de route. Je voudrais rappeler que la DAECT est totalement derrière Cités Unies France, qui est un de nos partenaires les plus importants. Nous travaillons en complémentarité, notamment pour l'organisation des groupes pays et des Rencontres. Bien que les thématiques soient importantes, le MEAE a toujours une approche géographique car il travaille pays par pays, à travers la politique de coopération bilatérale. Je pense qu'un progrès très important a été accompli ces dernières années, au niveau de la reconnaissance de la part de la coopération décentralisée dans les relations bilatérales avec les différents pays. Je pense en particulier à l'inclusion de ce thème dans les dialogues à Haut Niveau, sur les relations humaines avec la Chine. Je pense également au fait qu'il en va de même dans les relations avec le Maroc. Je voudrais aussi me référer à un autre pays dont vous vous occupez peut-être moins, qui est le Royaume-Uni. Au moment du Sommet de Sanders au mois de janvier dernier, la coopération décentralisée a été identifiée comme une priorité à développer, avec beaucoup de pays.

Je voudrais rappeler que dans presque toutes les ambassades il y a un correspondant pour la coopération décentralisée. De plus, nous essayons de travailler un maximum en transparence avec vous collectivités territoriales, et en complémentarité en ce qui concerne les thématiques. La plupart de nos chantiers pour l'année à venir vont être de travailler à cette complémentarité, à cette problématique, et j'en reviens là aussi à des thèmes plus géographiques, que sont le Sahel, et la perspective de ce sommet Afrique-France 2020 qui va être consacré à la ville durable. Je pense que nous devons vraiment au cours de l'année qui vient, travailler de façon étroite pour assurer un maximum de visibilité, de valorisation et de participation des collectivités territoriales à ces grands enjeux de mobilisation nationale.

Je voudrais aussi qu'on réussisse à assurer le maximum de présence des collectivités territoriales françaises dans les financements de l'Union européenne, en particulier pour ce qui concerne les programmes. Il va y avoir un appel à projet lancé par la direction générale DEVCO pour les années qui viennent. Il y a une question de mobilisation, et aussi d'organisation pratique, pour faire en sorte que nos collectivités puissent répondre à cet appel à projet. Je crois qu'il faut qu'on travaille aussi pour mobiliser un maximum de financement 1%. Nous savons que cela fonctionne très bien sur l'eau, mais cela

fonctionne un peu moins sur les déchets, et c'est peu utilisé sur l'énergie. Or, ce sont des financements innovants sur des thématiques qui regroupent pleinement les ODD. Ce sont des sources de financement qui ne sont pas concernées par la règle des 1,2% d'augmentation des budgets de fonctionnement. Il sera intéressant de voir si on peut mettre en place un autre financement d'1% sur les transports.

Cités Unies France a toujours pu compter sur le MEAE, comme le MEAE a pu compter sur Cités Unies France. Le MEAE continuera à le faire dans l'avenir et soutiendra l'organisation des prochaines Rencontres. Le Ministère a intérêt aussi à ce que le projet stratégique nouveau réussisse, à ce que vous vous consolidiez avec un nouveau souffle et à ce que vous trouviez de nouveaux adhérents. C'est un enjeu qu'on partage. Comment faire pour sortir du cercle des convaincus que vous représentez, et pour convaincre de nouvelles collectivités ? Cela figure aussi sur notre feuille de route à la DAECT.

Madame Rose Marie SAINT GERMES AKAR :

Les collectivités peuvent et doivent se mobiliser dans la démarche globale des ODD. Il en a été fortement question, et les exemples de la journée en sont des preuves. Soutenez-vous ces engagements en les intégrant dans les groupes de travail, par exemple à New-York ? Comment prenez-vous en compte les enjeux jusqu'à janvier 2019 et au delà ? Quelle piste entrevoyez-vous pour accompagner et valoriser les collectivités, autant dans les actions locales que internationales ? Et comment seront pris en compte les enjeux d'Aide Publique au Développement dans les travaux de votre ministère ?

Monsieur Martin BORTZMEYER, Délégation interministérielle au développement Durable, Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire :

Je précise que je suis bien agent du Ministère de la Transition écologique et solidaire. Le programme de coordination des ODD est mis en œuvre par une déléguée interministérielle au développement durable, sur mandat du premier ministre. C'est donc dans ce cadre qu'on travaille. Ce double statut nous permet d'entraîner tous les ministères et d'être sur tous les thèmes, et non pas seulement les thèmes environnementaux. On prend en charge aussi bien les ODD sociaux que la question de la prospérité ou la question de la paix.

Je vais partir d'une phrase qui m'a frappé et d'une intervention de Joséphine Raynaud de CliMates, qui a fait deux interventions très inspirantes, avec beaucoup d'engagement et de force. Ce soir on a peu parlé des ODD, c'est sous-jacent. C'est un point très important de la journée et on se félicite de ce thème des journées et de l'engagement de Cités Unies France. Je pense que c'est sans doute sous-jacent dans le cadre de l'action internationale des collectivités. Il faut encore progresser pour infuser les ODD dans l'ensemble des politiques des collectivités et de l'Etat. Je voudrais reprendre le message du Secrétaire d'Etat disant qu'au travers de l'AICT, vous devez être les messagers des ODD dans les collectivités, pour faciliter l'appropriation, dont l'appropriation citoyenne. Cela me paraît important. Je pense que cela peut avoir également de l'intérêt pour vous, les élus ou responsables des services en charge de l'AICT. Travailler sur les ODD peut

aussi renforcer la visibilité de l'action internationale dans les collectivités. Cela peut permettre d'avoir plus d'échange et de travail conjoint avec les autres élus et les autres services, car les ODD doivent traverser tous les politiques publiques de la collectivité et sortir de la niche internationale.

Sur les pistes concrètes pour 2019 : Il y a eu des avancées importantes sur le plan politique, avec un comité interministériel qui a réaffirmé l'engagement de la France dans les ODD, avec un COPIL de Haut niveau présidé par les deux secrétaires d'Etat (Madame Brune POIRSON et Monsieur Jean-Baptiste LEMOYNE) et avec les lancements de travaux pour une feuille de route de la France pour la mise en œuvre des ODD. Cette feuille de route doit être achevée d'ici un an pour être portée dans le meilleur des cas par le président de la République, à l'occasion d'une échéance qui est septembre 2019. A cette période, et comme tous les ans, se déroule le Forum Politique de Haut Niveau. Tous les 4 ans, il est pris en charge par les chefs d'Etat. En 2019, ce sont donc les chefs d'Etat qui viendront rapporter sur les objectifs de développement durable et leur avancée devant l'ONU.

Notre ambition est que le Président de la République porte cette feuille de route, la mette en visibilité et explique à l'ONU ce que fait la France. Pour fabriquer cette feuille de route, on a mis en place des groupes de travail très largement ouvert aux parties prenantes, puisque l'agenda 2030 est un dispositif inclusif. Nous avons donc mis en place ce groupe de travail dans lequel les collectivités ont toute leur place. Les collectivités françaises n'ont pas forcément été au rendez-vous tout de suite sur les ODD, alors que dans d'autres pays comme l'Espagne, l'Allemagne ou le Japon, les ODD sont mis en œuvre par les collectivités. C'est là le point d'ancrage.

En France, on sent une vraie attente et une vraie demande à ce niveau, et nous sommes très sollicités par les collectivités. Au Forum Politique de Haut Niveau la semaine prochaine, il y aura 16 représentants de collectivités qui viennent dans la délégation. C'est un effort énorme, qu'on salue, et qui va nous permettre de mettre en route une mécanique pour que les ODD soient véritablement appropriés. Dans ces groupes de travail sur la feuille de route, l'objectif est bien que les collectivités disent « voilà comment nous allons prendre les ODD, voilà ce qu'on peut faire, comment les manier concrètement dans notre politique publique, dans notre activité de tous les jours ».

Madame Rose-Marie SAINT GERMES AKAR :

Pour prolonger votre propos, dans les ateliers qui ont précédé cette séance, on a bien eu connaissance d'exemples très concrets d'actions qui ont été menées. Je pense que ce n'est qu'un petit échantillon et que les actions sont plus nombreuses qu'on ne le croit. Il faut peut-être donc arriver à faire un meilleur plaidoyer et se faire mieux connaître.

Monsieur Martin BORTZMEYER :

Effectivement il y a des témoignages et des cas, il faut maintenant augmenter la visibilité, le partage ; capitaliser, partager les bonnes pratiques.

Madame Rose-Marie SAINT GERMES AKAR :

Je pose maintenant une question à Roland RIES pour CGLU sur la mobilisation du réseau mondial au service de l'atteinte des ODD ; les forums, commissions, task forces travaillant sur ces questions, l'apport des collectivités étrangères dans la réflexion des collectivités françaises, l'identification des bonnes pratiques et la constitution de consortium de collectivités souhaitant travailler ensemble sur des sujets semblables. Cela a déjà été évoqué tout à l'heure, dans les ateliers. Je vous demande de parler de tout cela dans la perspective de l'année qui arrive.

Monsieur Roland RIES, Vice-président de Cités et Gouvernements Locaux Unis :

La première chose que je voudrais dire est que cette journée a été d'une grande richesse, d'une grande diversité, et je m'en réjouis. Il y a une diversité dans les expressions et dans les organisations, nous sommes là en complémentarité et non pas en compétition. Pour cela, ces Rencontres de l'Internationalisation des collectivités locales me paraissent particulièrement justifiées et nécessaires. Il va donc falloir, en apportant à Madame SEVRIN les correctifs et les additions nécessaires, que nous poursuivions et que le 10^e anniversaire de ces Rencontres l'année prochaine soit un succès encore plus grand. Je salue la richesse des échanges et leur caractère très direct et sans langue de bois.

La deuxième chose que je voudrais dire, c'est que l'AICT est à la croisée des chemins. On le dit souvent, mais là plus que jamais. On ne peut pas faire aujourd'hui de l'AICT comme on la faisait il y a encore 5 ou 6 ans. Les attentes et problématiques ne sont plus les mêmes. Il faut absolument que dans nos différentes organisations, à Cités Unies France comme ailleurs, on en prenne conscience et qu'on soit créatif et imaginatif. J'ai beaucoup apprécié ce qui a été dit tout à l'heure. Les utopies sont nécessaires, même si on peut considérer parfois qu'elles sont irréalisables. Avoir des objectifs ambitieux me paraît nécessaire. Nous devons être ambitieux et contribuer les uns et les autres, dans notre diversité, à faire évoluer cette action internationale des collectivités territoriales.

Le troisième élément concerne les ODD. Il est vrai qu'on a pris un peu de retard. Les ODD n'ont pas été inventées par les Nations Unies en 2015. Ils existaient préalablement. L'avantage de les avoir classifiés, de les avoir rendus plus faciles à retenir, c'est que ça a été mis en forme, avec un symbole. Cela est important dans la pédagogie à destination de nos concitoyens. Les ODD sont là concentrés et on peut mettre des priorités, qui ne sont pas forcément les mêmes d'une région à une autre ou d'un continent à l'autre. Le point d'étape qui sera fait le 16 juillet à New-York est de ce point de vue là tout à fait important.

Le quatrième élément que je souhaite relever est sur les migrants. J'ai participé à cet atelier cet après-midi. Je pense que dans la complexité des choses, il faut essayer d'avoir des idées simples et claires. Il y a trois attitudes aujourd'hui face aux migrants. Les populistes et les nationalistes disent que les migrants doivent se débrouiller seuls. Je pense que c'est parfaitement dangereux et irréaliste, car non seulement c'est une absence

de solidarité humaine, mais aussi parce que cela déstabilisera à terme l'ensemble de la planète. Les disparités, la pauvreté qui se répand et l'absence d'une politique d'ensemble dans cette situation ne peuvent aboutir qu'à une chose : détériorer la situation. Si on ne s'occupe pas du reste du monde, le reste du monde s'occupera de nous à un moment ou à un autre. Il y aura des répercussions, y compris au niveau du climat qui sera avec quelques degrés de plus, de la pollution ou des migrants.

Il y a une autre orientation, comme le disait Michel Rocard « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais il faut que nous y prenions notre part ». L'idée que tout cela va se régler de soi-même est une idée fausse. Je pense que la seule idée, et j'espère qu'on est tous d'accord là-dessus avec peut-être des nuances, est de dire : « Nous sommes prêt à apporter notre pierre à l'édifice, dans le cadre d'une politique d'ensemble européenne et internationale ». Cela met aussi en avant l'importance de CGLU, dont le siège est à Barcelone. La directrice générale est Emilia SAÍZ et le président est l'ancien Maire de Johannesburg en Afrique du Sud, qui est aussi président de l'association des Maires d'Afrique du Sud. C'est l'ensemble des collectivités locales de la planète qui s'intéressent à ces problèmes qui concernent notre avenir, qui sont des problèmes planétaires. On a là un outil formidable qu'il faut défendre.

Cités Unies France a son rôle à jouer au niveau national, au niveau européen et au niveau international. On a, grâce à Geneviève Sevrin, relancé cette association. On est aujourd'hui en possession d'une feuille de route, d'une vision stratégique, qui intègre les différents problèmes que je viens d'évoquer. C'est notre devoir de faire cela. Cette association aujourd'hui est en ordre de marche. C'est très important pour l'association et le développement de la planète, et il est important de travailler ensemble.

Madame Rose Marie SAINT GERMES AKAR :

Je vais maintenant m'adresser à Madame Marlène SIMEON sur les questions européennes. Je voudrais avoir votre réaction aux ateliers. Je voudrais replacer la question des ODD au niveau européen. C'est à dire : que représentent les ODD dans un réseau de collectivités européennes ? Quelle est la prise en compte de cette question par l'Union Européenne ? Est-ce qu'il y a un partenariat stratégique entre PLATFORMA et la Commission ODD ? Evidemment je vais aussi vous demander quelles sont les pistes d'appui financier pour les collectivités françaises et leur partenaires étrangers ? Comment voyez vous votre participation, qui n'est pas nouvelle, à la réussite du projet stratégique de Cités Unies France et ce qui va se passer sur l'année future ?

Madame Marlene SIMEON, Directrice générale de PLATFORMA :

PLATFORMA représente la voix européenne des collectivités territoriales engagées dans la coopération décentralisée, et fêtera ses 10 ans en octobre. CUF est un membre très important pour nous et très actif. Par rapport à ce qui a été dit dans les sessions précédentes, ce qu'on peut retenir, qui correspond aussi à notre travail, et ce qu'on essaie d'apporter à la coopération internationale, ce sont vraiment les échanges, le dialogue et le partage d'expérience et d'expertise pour favoriser l'apport mutuel.

L'objectif est de favoriser les échanges entre pays européens et pays partenaires et les échanges entre collectivités au niveau européen mais aussi avec d'autres types d'acteurs, donc la société civile. Un diagnostic a été établi dans les restitutions. C'est un diagnostic commun entre les organisations de la société civile et les autorités locales, mais aussi des solutions communes, donc ce travail multi acteur est très important.

Un autre point a été évoqué ce matin. C'est la nécessité de convaincre de la valeur ajoutée de la coopération internationale et de la mobilité. On a entendu dans la restitution de l'atelier jeunesse comment valoriser les compétences acquises lors des mobilités et pour la coopération décentralisée, c'est aussi comment valoriser les expériences acquises avec nos partenaires étrangers. J'irais même au-delà. Je dirais qu'il faut aussi convaincre l'Union Européenne et cela fait partie du rôle de PLATFORMA, de l'action et de l'expertise des collectivités territoriales en France et dans le reste de l'Europe, notamment sur les ODD. Il est vrai que l'Union Européenne va rapporter l'année prochaine au Forum Politique de Haut Niveau aux Nations Unies. Nous nous demandons alors : quelle sera implication des collectivités territoriales ? Pour l'instant, un questionnaire a été envoyé aux gouvernements nationaux, mais rien pour les collectivités territoriales. Il s'agit de voir comment nous pouvons être impliqués et faire remonter nos expériences, pour que l'Union européenne les prenne en compte quand elle va rapporter aux Nations Unies, et quand elle développe des politiques européennes de développement.

Notre but est aussi de favoriser les échanges entre nos membres pour sensibiliser et pour renforcer leurs capacités, afin qu'ils soit capables d'échanger différentes expériences. La Commission Européenne a fait une proposition législative pour l'après 2020, concernant le budget de l'Union européenne et le soutien elle va apporter aux politiques de développement. Le narratif pour soutenir les collectivités territoriales est dans les textes, mais concrètement on observe que la ligne budgétaire pour les autorités locales n'apparaît plus. Cela représente pour nous beaucoup de discussions avec les institutions européennes. Hier soir nous avons par exemple une réunion avec le directeur général de la DG DEVCO. On travaille aussi avec les députés européens, qui sont sensibilisés à la question locale et avec les états membres. Cités Unies France joue un rôle essentiel pour convaincre et mobiliser les Etats membres et pour que les collectivités puissent être entendues dans la politique de développement européenne. Pour nous, c'est un travail collectif, qu'on fait à Bruxelles, avec PLATFORMA, mais qu'on doit faire aussi dans les pays avec nos différents partenaires : Cités Unies France et l'AFCCRE en France, mais aussi avec nos réseaux internationaux, CGLU est membre de PLATFORMA. Il s'agit de contribuer tous ensemble à un plaidoyer et à la défense de l'action internationale des collectivités territoriales au niveau européen et international.

Vous m'avez demandé si nous avons une coopération plus approfondie avec la Commission Européenne. Nous n'avons pas de coopération particulièrement sur les ODD, mais nous avons signé un accord cadre avec la DEVCO, la DG de coopération au développement et internationale. Voici un partenariat de six ans, de 2015 à 2020, qui nous permet de soutenir nos activités de plaidoyer, nos partenaires dans l'organisation de Rencontres ou dans les échanges. C'est une relation privilégiée que nous avons essayé de créer avec les institutions européennes pour être davantage reconnus comme des partenaires, et non pas seulement comme des bénéficiaires d'une politique européenne.

Nous souhaitons montrer que nous sommes des décideurs de politiques publiques, des élus locaux, représentant des gouvernements locaux, et que nous sommes plus à même d'apporter des solutions.

Madame Rose-Marie SAINT GERMES AKAR :

J'ai bien entendu qu'au niveau européen, les réseaux existent. Il y a beaucoup de choses qui existent, mais il manque un peu d'huile dans les rouages. Je me demande si il ne faudrait pas profiter de l'opportunité des futures élections européennes et des campagnes pour peut-être mettre un peu ces questions là en avant, et mobiliser les futurs députés sur ces questions. Ce serait un moment opportun.

Madame Marlene SIMEON :

Effectivement, cette année la proposition de la Commission est sur la table mais c'est aussi une opportunité. Le renouvellement en mai 2019 du parlement européen puis de la commission est pour nous le moment de briefer les nouveaux députés et de montrer la valeur ajoutée des collectivités territoriales.

Madame Rose Marie SAINT GERMES AKAR :

Je m'adresse maintenant à Monsieur Gérard Wolf. Vous êtes président de la Task Force Ville Durable de MEDEF International. On vous connaît moins et je vais ajouter une question ; quelle est l'activité de cette organisation à l'intérieur du MEDEF ? De plus, j'espère que le changement de tête au MEDEF ne va pas compromettre les engagements du MEDEF sur la ville durable et l'International. En dehors de votre réaction à ce qui s'est dit dans les ateliers, je souhaite vous demander comment dans les entreprises on prend en compte la question des ODD ? Y a t-il de bonnes pratiques dont on pourrait s'inspirer ? Vous pouvez peut-être nous donner des pistes de travail ? Pour les Rencontres 2019, pour l'année de travail qui arrive sur notre projet stratégique, comment peut-on travailler ensemble, dans le cadre d'un récent partenariat et quelle synergie sur les enjeux d'internationalisation des territoires ?

Monsieur Gérard WOLF, Président de la Task Force Ville Durable de MEDEF International :

Bonsoir tout le monde. Le MEDEF regroupe 700 000 entreprises et MEDEF International est la partie qui s'occupe de l'international. Quelque soit le président de MEDEF, il y a d'abord un président de MEDEF International. Il y a donc une continuité dans l'action, parce que la seule motivation de MEDEF International est de promouvoir le savoir-faire, l'expertise française à l'international. La Task Force regroupe 550 entreprises du secteur de la ville. La chaîne de valeur de la ville, c'est tout ce qu'on fait quand on crée une ville, quand on la construit et quand on assure de l'assainissement, de la fourniture énergétique, du traitement des déchets ou encore de la connectique.

On a parlé de durabilité dans le sens environnemental. Dans la Task force Ville durable, il y a trois sens au mot « durable » :

- 1) Le mot durable au sens environnemental : faire plus proche et moins polluant.
- 2) Une ville n'est durable que si elle est inclusive. Il n'y a aucun exemple dans le monde, d'une ville qui peut se construire de manière stable durablement si elle exclut une partie de ses habitants. En France, cela ne veut plus dire grand chose. Mais si on se réfère à ce que disait Monsieur Roland Ries sur les migrants, cela peut devenir créateur de ce retour vers la non-inclusivité, ce qui serait très grave. En revanche, quand on parle international, on parle Asie, Amérique, Afrique. On parle de pays émergents où l'informel (favelas, township, etc.) représente entre 20 et 80% de la population urbaine. Là il y a des choses à faire au niveau de l'inclusivité. On doit expliquer qu'on ne trouve pas de solutions durables si on n'a pas une amélioration de l'habitat informel dans les aménagements urbains.
- 3) Le côté durabilité dans le temps. L'aménagement, qu'il s'agisse d'une route, d'un métro, ou d'une station d'épuration, il faut qu'il dure dans le temps. Pour cela, il faut opérer cet aménagement dans de bonnes conditions. Beaucoup de fois à l'étranger, ce sont les gouvernements locaux qui nous demandent de les aider à faire en sorte que ça dure, au-delà de la réalisation de l'investissement.

Qu'est ce qu'on fait déjà ? Qu'est ce que je retiens de ce qui a été dit et qu'est ce qu'on pourrait faire ensemble pour la suite ?

Je vais prendre une seule expression du Kaléidoscope. Il y a une phrase qui pour moi, businessman est essentielle : « donner le pouvoir au sourire ». Mesdames et messieurs les élus, ou les représentants des collectivités locales, restons deux minutes là-dessus : quand vous vous baladez dans une favela à Medellin en Colombie et que vous interrogez une personne qui y habite et qui grâce au télécabine qui a été construit a un grand sourire car elle vous dit que depuis que ce télécabine marche, elle peut redescendre en ville et faire ses courses, envoyer ses enfants à l'école car il n'y a que du primaire dans la favela : « donner le pouvoir au sourire » prend son sens. En Côte d'Ivoire, quand vous avez des gens à qui vous rendez le sourire quand vous commencez à faire des choses en matière d'aménagement des ordures. Ce sont les entreprises qui peuvent le faire, mais elles ne peuvent pas le faire seules, car il faut avoir le courage politique de dire au maire « désengorgez vos favelas ». Cela, ce sont des organisations comme CUF et CGLU qui peuvent le faire.

Pour le futur, c'est la même chose, je voudrais donner le pouvoir de sourire aux gens qui habitent Alexandrie, ville qui a été complètement dévastée, qui est un joyau de la méditerranée. Aujourd'hui, ils ont un port qui est mal-en-point, dans lequel il y a peu d'activité. Je me tourne donc vers Jean ROATTA de Marseille qui a un rôle essentiel. Les entreprises peuvent nettoyer le port, construire et aménager, mais ne peuvent pas convaincre le gouverneur d'Alexandrie et l'amiral qui gouverne le port de faire les travaux pour donner le pouvoir au sourire des gens qui habitent. Cette coopération que vous et CUF avez créée, est donc essentielle, et c'est du concret. Ce que je retiens de ce qui existe déjà, c'est donner le pouvoir au sourire pour les gens qui n'en ont pas, qui n'ont même pas l'espoir d'en avoir. On travaille sur l'Inde, on a construit un partenariat avec tous les acteurs concernés. L'Inde, c'est aujourd'hui 1 milliard 3 d'habitants, ce sera 1 milliard 7, et ce sera le plus grand pays dans le monde car vous savez que la démographie en Chine chute. Le premier ministre a décidé d'avoir un programme avec

108 villes nouvelles qui devront être « *smart cities* ». Le premier programme du premier ministre c'est « *Clean India* », et la mise en place de toilettes publiques partout. C'est un problème majeur. Quand on arrivera à résoudre ce problème, celui des transports, du *housing* et le reste, nous aurons progressé. C'est ce que nous voulons faire.

Pour 2019, évidemment nous serons là, on verra comment on peut mieux participer, et peut-être sur des problématiques mieux affiner, notamment la problématique de l'inclusion sociale, que ce soit en France ou à l'étranger avec les migrants, et sur le fait que nous soyons tous en situation d'avoir besoin des collectivités locales car ce sont elles qui peuvent parler à leurs homologues : pour nous les entreprises, c'est évident. Merci.

Madame Rose-Marie SAINT GERMES AKAR :

J'étais ravie de vous entendre. Je pense qu'il y a beaucoup de bonnes pratiques ou d'exemples à suivre dans les collectivités engagées à l'international et on rejoint tout à fait les problématiques que vous avez évoquées, je me dis donc que notre collaboration qui est récente entre Cités Unies France et votre organisme a de beaux jours devant elle, et devrait nous amener des résultats tout à fait probants.

Je m'adresse maintenant à Monsieur Gérard PIGAULT, Président de la Conférence des Présidents de Réseaux régionaux Multi Acteurs (RRMA). Quelle prise en compte des ODD dans votre organisme et dans vos actions ? Comment travaillez-vous ou comptez-vous travailler avec les collectivités sur cette question des ODD ? Je suppose qu'un partenariat renforcé avec Cités Unies France devrait porter beaucoup d'intérêt à nos actions qui se rejoignent. Comment pensez-vous vous engager à nos côtés sur la préparation de nos Rencontres dans un an ?

Gérard PIGAULT, Président de la Conférence des Présidents de réseaux régionaux multiacteurs - RRMA :

Je remercie Geneviève Sevrin d'avoir invité les RRMA, qui existent dans presque toutes les régions de France de manière coordonnée et qui travaillent dans une concertation et une réflexion pour donner une cohérence à l'action entre les différents groupes d'acteurs qui composent nos territoires. Les collectivités locales en sont majeures, et elles ne sont pas seules. J'entendais tout à l'heure le représentant de Grande Synthé dire « ne nous laissez pas seuls », mais vous n'êtes pas seuls. Vous êtes dans un environnement où les OSC mais aussi le monde des universités, le monde des établissements hospitaliers et le monde des entreprises peuvent se coordonner avec ces collectivités locales pour avoir une intelligence de l'action et permettre à ces actions d'être plus pertinentes. Au cœur de ce travail des RRMA, qui travaillent déjà avec les collectivités locales, les objectifs du développement durable définissent exactement notre champ de responsabilité.

Vous connaissez les termes qui jalonnent et qui tissent la toile sur laquelle ces 17 ODD ont été fixés : People, Planet, Partnership, Peace and Prosperity. Voici donc les 5 grands thèmes. Ce que j'ai beaucoup aimé dans ces ateliers, et notamment celui sur les migrations, c'est l'importance qui avait été mise sur les personnes. Non pas de

l'humanitaire, de l'humanitarisme, mais de l'humain tout court, de la rencontre des personnes. Cela m'a fait penser à cette phrase d'Edgar Morin qui parlait du dialogue interculturel en disant « ce ne sont pas les cultures qui dialoguent, ce sont des femmes et des hommes qui dialoguent ». Dans les ateliers, on a beaucoup insisté sur cette idée d'apprentissage mutuel et de réciprocité. Là encore, cela m'a donné cet autre écho, aux québécois, qui parlent de ces mécanismes en disant « nous ne sommes pas des apprenant, mais des s'apprenant des uns des autres ».

Vous l'avez très bien dit dans cette journée, vous avez parlé de réciprocité, nous avons à découvrir à apprendre, à comprendre et à nous enrichir. Si nous aussi dans nos structures, nous travaillions dans cet état d'esprit et si des réseaux comme les nôtres avaient cette sagesse, de pouvoir apprendre les uns des autres, de leurs préoccupations, de leurs compétences, de leurs expériences, de leurs bonnes pratiques, nous pourrions optimiser au maximum ce qui est l'action extérieure de notre pays, dans un esprit de solidarité, d'humanité, et peut-être avec une contrainte qui s'adresse à nos structures. Nous avons une grande culture du cloisonnement, de l'isolement et du chacun pour soi.

Or, l'expérience montre bien que le décroisement de nos structures, de nos instances, de nos cultures et de nos logiques nous apportent beaucoup. Si nous arrivions à penser le décroisement comme étant un principe directeur de notre action internationale, alors les collectivités territoriales ne seraient naturellement pas seules et le monde des OSC ne se sentirait pas isolé ou mis juste à la marge de ce qui est possible de faire.

Il y a encore un autre acteur important dans cette conception du multi acteur, et les ODD ont quelque chose à dire. C'est quelque chose issu de la migration, un groupe d'acteurs tout à fait particulier qui porte aussi son regard sur le développement de leur propre pays d'origine, mais aussi sur le mode de fonctionnement de notre propre développement et contribue très largement à ce qui a été nommé ECSI tout à l'heure. Cette dimension là portée par des OSIM, par des plateformes d'acteurs culturellement et historiquement marqués, est une contribution considérable à la réflexion que nous pouvons mener et aux actions que nous pouvons mener dans nos territoires, pour le développement.

Pour 2019, nous partons ensemble avec ce que la conférence des présidents des RRMA a décidé lors de sa dernière réunion le 19 juin. Il s'agit d'engager un processus qui devrait déboucher sur la construction d'un vrai partenariat et non pas un partenariat d'intention noble, mais de ciblage d'un certain nombre d'actions que nous pourrions mener ensemble, CUF et les RRMA. Dans le fond, l'internationalisation des collectivités territoriales peut peut-être se lire dans l'autre sens. Est-ce que cet enjeu là n'est pas aussi la territorialisation des collectivités territoriales ? C'est une autre manière de penser la dimension de l'international, c'est vraisemblablement une manière qui va pouvoir s'appuyer sur un certain nombre d'existants. Des collaborations existent déjà entre CUF et un certain nombre de nos membres, et c'est maintenant l'ensemble de ces membres, au plan interrégional à travers la conférence interrégionale des RRMA qui va pouvoir se mettre au travail, pour participer avec l'équipe de CUF, avec sa gouvernance, à l'élaboration d'un partenariat à l'horizon 2019.

Madame Rose-Marie SAINT GERMES AKAR:

Merci monsieur. Je reprends ce qu'a dit Gérard Pigault : « Je crois que ce n'était pas une journée d'intentions nobles, et qu'on est allés bien au-delà ». En s'appuyant d'ailleurs sur les thématiques des ODD on a été dans le concret finalement. Je vous remercie de vos réponses quant à votre engagement pour l'année qui arrive. Je pense que les collaborations seront fructueuses et peut-être qu'elles vont même s'amplifier. Je pense qu'on pourra faire du beau travail.

Intervention de Motspaumés

Monsieur Roland RIES :

Je n'ai pas grand chose à ajouter. Je ne voudrais pas faire de conclusion générale, tout a été rapporté dans la restitution et dans la séance finale par les uns et les autres. Je voudrais remercier Geneviève SEVRIN et toute son équipe. Je voudrais remercier les participants et les intervenants. Je voudrais remercier également l'ensemble des partenaires, et vous invite au verre de l'amitié. Je vous donne rendez-vous dans les temps qui viennent.